

M. Macdonald (Rosedale): Non. Il s'agit d'amener progressivement le prix du gaz naturel au prix du pétrole que l'on peut envisager pour le Canada à cette époque. Le gaz serait un produit dont la valeur serait liée au prix du pétrole. Nous avons proposé d'échelonner l'augmentation sur une période de cinq ans. Le prix du pétrole pourrait être plus élevé ou plus bas, mais nous avons proposé cinq ans pour essayer de diminuer les incidences de l'augmentation.

M. Symes: Les provinces productrices sont-elles d'accord sur le chiffre de cinq ans?

M. Macdonald (Rosedale): Nous avons soumis cette proposition à la fois aux producteurs et aux consommateurs, mais, jusqu'à présent, personne n'a exprimé son accord.

M. Mitges: Monsieur le président, je suis heureux d'intervenir dans ces débats du bill C-32 concernant l'administration du commerce d'importation, d'exportation et interprovincial du pétrole et des produits pétroliers. Après avoir examiné le compte rendu des débats qui ont eu lieu sur le bill jusqu'à présent et pesé le pour et le contre des arguments avancés par les divers orateurs des deux côtés de la Chambre, il me serait bien difficile de fournir des renseignements pertinents qui n'aient pas déjà été avancés par mes prédécesseurs. C'est pourquoi, dans mes quelques observations, j'aborderai le problème d'une façon légèrement différente.

En tant que député de l'Ontario, j'estime que nous, de l'Ontario, avons fait les frais d'une harangue interminable et d'un dur affrontement qui s'est peu à peu intensifié entre les provinces productrices et le gouvernement fédéral. L'Ontario, en raison de sa vaste structure industrielle et commerciale, de sa forte population exige beaucoup d'énergie pour maintenir ses fourneaux en activité et assurer le maintien des centaines de milliers d'emplois nécessaires à la stabilité de notre économie. C'est pourquoi nous sommes la plus vulnérable de toutes les provinces au chapitre de l'énergie, et nous sommes forcés d'admettre que notre rôle ne se limite pas à celui du spectateur d'un match de boxe.

A mon humble avis, les Canadiens en ont assez de ce dialogue stérile qu'ils ont dû endurer et exigent qu'on mette fin sans délai à cette farce pour connaître enfin l'avis de chaque Canadien et ce que nous réserve l'avenir, afin de commencer à nous préparer au plus tôt à toute éventualité. Les deux parties doivent enterrer la hache de guerre et se montrer à la hauteur de la situation. Le moment est venu de négocier et de se consulter dans un nouvel esprit et de faire mutuellement de vraies concessions. C'est une attitude fondamentale si nous devons jamais résoudre ce déplorable mais important problème.

Si dans la négociation on cherchait avec bonne volonté à trouver une solution, en toute honnêteté et bonne foi, au lieu de rechercher des avantages politiques, je pense, je le répète, que les difficultés se trouveraient grandement aplanies. Prenons garde de ne pas nous plonger dans un climat de revendication et de confrontation continues, climat qui est celui de trop de commissions scolaires et de groupes d'enseignants de notre province, comme on le voit malheureusement ces jours-ci en Ontario: chacune des parties cherche à imposer son point de vue à l'autre, au détriment des élèves qui, en définitive, constituent les innocentes victimes de ces différends interminables.

L'innocente victime de la bataille de l'énergie qui se déroule actuellement entre les provinces productrices et le

Administration du pétrole—Loi

gouvernement fédéral, monsieur le président, risque fort d'être le peuple canadien, si un coup de barre salutaire n'est pas donné bientôt. Il est impératif à mon avis de mettre fin à cette confrontation. Il est temps que toutes les parties se mettent à négocier de bonne foi, dans l'intérêt de tous et surtout pour le plus grand bien des Canadiens. Cela aurait le plus heureux effet sur l'unité canadienne, que nous devons nous attacher à préserver avec toute l'énergie dont nous sommes capables, afin que toutes les régions du Canada puissent se fondre dans un ensemble vraiment national, qui fasse l'objet de notre fierté.

• (1630)

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur le président, le gouvernement s'efforce de nous faire croire que le bill à l'étude, ainsi que les mesures budgétaires relatives à l'imposition fédérale de redevances, ne mettent en cause que les provinces productrices l'Alberta et la Saskatchewan et le gouvernement fédéral. De nombreux députés de l'Ouest du Canada ont déjà pris part au débat. Pour ma part, j'interviens pour défendre les intérêts d'une circonscription ontarienne. Car ce bill constitue une menace non seulement pour les provinces des Prairies mais pour toutes les provinces sans distinction, qui doivent se demander en ce moment de quelles ressources naturelles le gouvernement fédéral va vouloir s'emparer ensuite, ainsi que pour tous les consommateurs canadiens qui, pour la sécurité de leurs approvisionnements en pétrole et en gaz naturel, attendent énormément d'une fructueuse collaboration fédérale-provinciale en la matière.

Ce bill révèle l'absence de toute politique énergétique cohérente au Canada. Au lieu de prendre des initiatives intelligentes et de planifier longtemps à l'avance pour nous doter d'une politique énergétique, le gouvernement s'est contenté d'attendre les événements. C'est seulement après coup qu'il se décide à légiférer, et ce bill en est un bon exemple. Il ne prévoit rien pour nous doter d'une politique énergétique d'ensemble intégrée qui coordonnerait la mise en valeur et la distribution des ressources naturelles de façon efficace et rationnelle. Au lieu de cela, il propose une mesure unilatérale pour fixer le prix du pétrole, mesure qui empiète sur les prérogatives des provinces et crée de la division et des frictions dans un domaine où il y aurait justement grand besoin de cohésion et de collaboration.

Tant que nous n'aurons pas de politique énergétique nationale cohérente, toutes les mesures proposées par le gouvernement seront forcément inopportunes, c'est comme si l'on essayait d'assembler, à coups de marteau les pièces d'un puzzle sans avoir la moindre idée du dessin à reconstituer. Malheureusement, le gouvernement oublie les choses les plus élémentaires. Il faut surtout lui rappeler qu'une politique énergétique doit nécessairement contribuer à améliorer le niveau de vie des Canadiens. La seule exception à cela, c'est l'aide que nous pourrions donner aux pays pauvres. Toutes les autres politiques doivent contribuer à rendre notre pays fort, uni et indépendant. Elles doivent créer des communautés diversifiées, saines, sûres et stimulantes. Elles doivent créer des emplois et offrir aux Canadiens des possibilités d'investissement intéressantes à tous les points de vue.